

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Grece-chasse-ses-Vautours>

**ALEXIS TSIPRAS, LEADER DU PARTI DE GAUCHE SYRIZA,
S'IMPOSE AUX ELECTIONS GRECQUES**

La Grèce chasse ses Vautours

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Syriza à deux sièges de la majorité absolue qui lui permet de gouverner seul. Tsipras dit de sa victoire qu'elle est aussi celle de tous les peuples d'Europe « qui luttent contre l'austérité destructrice de notre avenir commun ».

Coup de théâtre historique en Grèce. La coalition de gauche Syriza, emmenée par le leader Alexis Tsipras, a remporté hier (dimanche 25) les élections générales en recueillant 36,4 pour cent des suffrages, total qui frôle la majorité absolue (149 sièges) [1], lui permettant de gouverner seule et d'en finir avec les décisions imposées par l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International. Avec 96 pour cent au dépouillement du scrutin, « Nouvelle Démocratie », le parti conservateur du premier ministre sortant, Antonis Samaras, arrive en seconde position, ralliant 27,8 pour cent (soit 76 sièges), selon les chiffres officiels. Viennent ensuite les néonazis d'« Aube dorée », avec 6,3 pour cent (17 sièges), suivis de près par les centristes de « To Potami », avec 6,2 pour cent (soit 17 sièges). Ces derniers ayant déclaré, pendant la campagne, être prêts à soutenir Syriza. Puis, les communistes du KKE, 5,4 pour cent (15 sièges), et le « Pasok » social-démocrate du vice-premier ministre Evángelos Venizelos, jusqu'à présent allié du gouvernement conservateur, avec un soutien électoral de 4,71 pour cent (13), score identique à celui des « Grecs Indépendants », de la droite nationaliste.

Après avoir différé son discours triomphal dans l'attente de la confirmation définitive du nombre de sièges dont disposerait Syriza (149, à seulement deux de la majorité absolue), Tsipras est finalement monté à la tribune devant une foule enthousiaste d'étudiants et de militants de gauche, rassemblée sur la place du métro souterrain Panepistimio, en face de la Bibliothèque Nationale et de l'Université d'Athènes. Le chef de file du parti vainqueur a affirmé être bien conscient du fait que cette victoire n'« est pas un chèque en blanc », « mais un mandat pour réorganiser le pays », et a annoncé son intention de négocier avec les créanciers. « Le nouveau gouvernement sera prêt, pour la première fois, à collaborer et négocier avec nos partenaires, pour une solution juste, viable, durable, qui profite à tous », a-t-il déclaré devant ses partisans.

« La Grèce avance avec optimisme dans une Europe en pleine mutation », a ajouté le leader de la gauche grecque. Par rapport aux négociations cruciales avec les bailleurs de fonds du pays, c'est à dire l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International, le chef de Syriza a manifesté la volonté du futur gouvernement grec d'entamer un dialogue sincère et d'évoquer une stratégie nationale et un plan concernant la dette. Dans ses points principaux, le programme économique de Syriza comprend la fin des mesures de redressement et la renégociation de la faramineuse dette publique du pays, qui s'élève à 177 pour cent du Produit Intérieur Brut.

« Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. Notre priorité est de panser les plaies dûes à la crise, rendre justice, en finir avec les oligarchies, l'« establishment » et la corruption », a-t-il déclaré. Tsipras a affirmé qu'après cinq années d'humiliations Athènes refusait la politique d'austérité selon la mission claire que lui a confié le peuple de reléguer la Troïka aux oubliettes du passé. L'Etat hellène attend le déblocage de la dernière tranche des prêts consentis peu avant la fin février, sous réserve que l'engagement pris, vis à vis des créanciers, quant à l'application des réformes soit respecté. Depuis 2010, 240 000 millions d'euros de prêts ont été accordés à la Grèce.

Le président de la Banque Centrale allemande (Bundesbank), Jens Weidmann, déclarait hier que l'économie grecque avait toujours besoin d'une aide extérieure et rappelait au futur gouvernement d'Athènes que ce « coup de pouce » était soumis au respect des accords passés. « Il est évident que l'économie grecque ne peut pas se dispenser d'un programme de soutien. Et, naturellement, un tel programme ne peut s'appliquer que si les engagements pris sont respectés », affirmait-il dans une interview à la première chaîne de télévision publique allemande ARD, après que les sondages aient donné la victoire à Syriza.

Jens Weidmann confiait qu'il espérait du nouveau gouvernement grec autre chose que des promesses illusoires que le pays ne peut pas se permettre et qu'il poursuive les réformes structurelles qui s'imposent sans remettre en question le chemin parcouru jusque là. Selon lui, l'objectif principal est, à long terme, d'assainir les finances, qui, tant qu'il n'est pas atteint, ramène l'allègement de la dette à une brève bouffée d'oxygène. Il ajoutait que pour y parvenir, il faudrait introduire des réformes tant dans les finances publiques que dans l'économie globale du pays.

Il semblerait que Tsipras réponde ainsi au fonctionnaire allemand : « Avant tout, le peuple doit retrouver sa dignité, son optimisme, son sourire, c'est le plus important ». Au moment de voter, il renouvelle ses affirmations : « Aujourd'hui, l'espoir ressuscite, la peur s'efface, la démocratie et la dignité renaissent dans notre pays ». Après avoir signalé qu'il n'y avait « ni vainqueurs ni vaincus » au sortir de l'élection, il a toutefois tenu à souligner que, la Grèce travailleuse, la Grèce de la connaissance et de la culture qui lutte et continue d'aller de l'avant, avait triomphé de celle des oligarchies et de la corruption.

Il a avancé que sa victoire est aussi celle de tous les peuples d'Europe qui « luttent contre l'austérité destructrice de notre avenir commun ». Le nouveau gouvernement, a-t-il dit, désavouera tous ceux qui parlent de destruction. « Il n'y aura ni désastre ni soumission. Notre but depuis le premier jour est de nous remettre des conséquences de la crise ». Pour y parvenir, poursuit-il, « nous négocierons » un plan de réforme « avec nos partenaires européens, sans augmentation du déficit et sans plus-value irréalisable ».

De son côté, Samaras s'est reconnu battu mais a souligné que « malgré les mesures douloureuses que nous avons prises », son parti n'avait perdu que deux points en pourcentage, par rapport à la précédente élection générale de 2012. Depuis lors, ce sont les sociaux-démocrates du Pasok, qui ont perdu le plus de terrain dans l'opinion publique ; aux commandes du pays de façon ininterrompue de l'après-guerre jusqu'à il y a cinq ans, au début de la crise économique, ils s'allièrent aux conservateurs de Samaras, dans les derniers temps, pour imposer le réajustement réclamé par l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International. Evangelos Venizelos, leader du *Pasok*, sixième au dépouillement, félicita Tsipras de sa victoire, tout en lui faisant remarquer que la situation grecque actuelle requerrait de plus larges majorités. Aux dires du leader social-démocrate, c'est l'ex premier ministre Yorgos Papandreu le responsable de la débâcle du parti. En effet, le dirigeant expérimenté avait provoqué une scission pour raisons personnelles, en fondant son propre parti peu avant les élections anticipées d'hier.

Pendant ce temps, le leader du parti néo-nazi « Aube Dorée », Nikos Mijaloliakos, a fêté la troisième place en prison où la majorité de ses dirigeants sont détenus depuis plus d'un an. Malgré leur détention et le fait qu'ils n'aient pratiquement pas fait campagne, le parti n'a pas perdu le soutien de ses sympathisants. Loin de là, dans les alentours de l'Université d'Athènes, les partisans de Syriza laissaient éclater leur joie.

[Editorial Página 12](#). Buenos Aires, 26 janvier 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, le 28 janvier 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] **Appel de note** : Syriza obtient 36,3 % des voix, soit 149 sièges, la majorité absolue se situant à 151 sièges ; le parti a fait alliance avec ANEL, parti souverainiste de droite, qui a obtenu 4,75% des voix et 13 députés